

Pays: Mali

Commission: Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO - UEMOA - CEN SAD)

Problématique: “Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?”

Le Mali porte encore les marques profondes de son passé colonial français, qui a façonné ses frontières, son organisation politique et une économie tournée vers l'exportation de ressources naturelles au profit de la métropole, ainsi qu'au détriment du développement local. Après l'indépendance, le pays fait face à un néocolonialisme persistant et encore présent, symbolisé notamment par l'utilisation du franc CFA contrôlé depuis Paris, qui a limité sa souveraineté économique. Cette dépendance économique et politique, combinée aux tensions ethniques héritées des frontières coloniales, a engendré des fractures sociales profondes ainsi une instabilité sécuritaire sur beaucoup de plans, mais surtout, a compliqué la quête d'une stabilité et d'un développement véritablement autonomes dans notre pays.

Actuellement dirigé par un gouvernement de transition issu de la junte militaire depuis le 21 novembre 2024, notre gouvernement repose sur le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), qui assure la sécurité intérieure, le rétablissement de l'ordre et prépare la transition vers un pouvoir civil. Le CNSP négocie également avec les acteurs régionaux (CEDEAO), internationaux (Union africaine, ONU) et anciens partenaires (France, UE) pour obtenir soutien ou lever des sanctions. Le Mali a établi des liens avec des groupes armés étrangers, notamment le groupe paramilitaire russe Wagner. Cette coopération a été perçue comme un défi à la sécurité régionale et aux efforts européens, conduisant l'UE et ses États membres à réduire et même suspendre certaines aides militaires, notamment la mission EUTM Mali.

La coopération traditionnelle avec l'Union européenne est aujourd'hui remise en cause par notre gouvernement, car cette relation a souvent été marquée par des ingérences politiques et des conditions contraignantes. Dans ce contexte, notre groupe paramilitaire agit comme un levier essentiel pour garantir la sécurité nationale et accompagner la souveraineté retrouvée de notre pays.

En imposant des sanctions et en conditionnant son aide à des exigences politiques, le Mali considère que l'Union européenne, nuit à la stabilité et au développement du pays. Par conséquent, la coopération militaire avec l'Union européenne doit être repensée sur la base de la non-ingérence, sinon elle ne sera pas poursuivie. Le Mali reconnaît pour autant que la menace terroriste et les défis sécuritaires dépassent ses frontières et nécessitent une coordination régionale et internationale. Une coopération ciblée avec l'UE, notamment dans la formation et le partage d'informations peut être envisagée seulement et seulement si elle respecte l'autonomie malienne. Notre partenariat avec la Russie, notamment à travers notre groupe paramilitaire, est pour cette raison considéré comme un modèle efficace qui respecte notre souveraineté et fournit un appui militaire adapté aux réalités locales. Nous avons contribué à la sécurisation de zones stratégiques, ce qui a permis à notre gouvernement de

renforcer son contrôle sur le territoire, et de mener des opérations militaires contre les groupes djihadistes actifs sur le territoire (AQMI, JNIM, État islamique au Grand Sahara).

Sur le plan économique, nous appuyons les initiatives visant à sortir du franc CFA, ce qui fragilise nos relations au sein de l'UEMOA, afin de participer à la construction d'une souveraineté économique régionale à venir. Aux côtés de nos confrères du Niger et du Burkina Faso, nous sommes fiers de nous retirer définitivement du franc CFA et préparer le lancement de notre nouvelle monnaie commune. Dans le cadre d'un partenariat économique équilibré, le Mali pourrait accueillir des investissements européens dans les secteurs comme l'agriculture durable, l'énergie renouvelable, les infrastructures de transport et les technologies. L'UE est vue comme un partenaire potentiel à condition que les projets soient transparents, bénéfiques pour la population locale, mais surtout que ceci ait lieu dans l'absence de conditions politiques contraignantes.

Le Mali est aussi directement concerné par les défis migratoires, avec l'exode de sa jeunesse vers l'Europe dans des conditions souvent périlleuses, étant donnée la situation sécuritaire marquée par la persistance de groupes armés et de conflits intercommunautaires qui déstabilisent la région. Conscient des enjeux migratoires, tant internes qu'externes, notre pays pourrait collaborer avec l'UE pour développer des programmes visant à améliorer les conditions de vie locales, afin de réduire la migration irrégulière et mettre en avant ce processus migratoire par des voies migratoires légales. Cette coopération doit cependant s'appuyer sur des projets concrets et respectueux des droits humains.

En raison de la crise profonde de gouvernance dans notre pays, nous estimons qu'il est nécessaire de prendre le relais afin d'assurer la croissance économique du Mali, qui est étroitement liée au progrès social. Il nous faut passer par de différents chemins que nos prédécesseurs ayant été responsables de l'échec politique et sécuritaire du pays, et souhaitons imposer un cadre nouveau, plus conforme aux besoins de nos citoyens dans leur entièreté. Il nous faut d'abord assurer la stabilité politique en évitant les luttes partisans qui pourraient fragiliser davantage le pays en crise, pour pouvoir nous détacher d'un modèle politique corrompu et aller de l'avant durablement. Nous projettons de mettre en place un cadre institutionnel rénové, avec une nouvelle constitution, en tout cas des réformes majeures, pour renforcer l'autorité de l'État afin de faire la transition vers un système politique plus stable et centralisé, indépendant du monopole occidental qui a si souvent conduit à notre ruine. Sur ce point-ci, le Mali s'oppose fermement à toute tentative européenne d'interférer et de remettre en cause notre gouvernement. Nous maintenons une position immuable: nous ne tolérerons plus les leçons dispensées par l'Occident concernant notre manière de gouverner, surtout lorsque la prétendue volonté d'instaurer un régime démocratique sert en réalité de façade pour garantir leur monopole sur notre pays et nous maintenir dans une position d'exploitation.

Sur ce, nous rappelons notre volonté de coopération sur les thèmes migratoires, économiques et sécuritaires en Afrique de l'ouest, dans un cadre restreint, et surtout dans le respect de nos projets politiques. Nous insistons sur la dimension de coopération, et non de dépendance. Toutefois, nous espérons que notre position vis-à-vis d'un monopole occidental renouvelé et la remise en question de notre régime, a été exprimée clairement.